



Bulletin de veille du Secteur Public marchand industriel

N°1
du 10 février 2013

Actualités

Les EPE ne sont plus régies par le code des marchés publics

Décret présidentiel n° 13-03 du 13 janvier 2013 modifiant et complétant le décret présidentiel n° 10-236 du 7 octobre 2010 portant réglementation des marchés publics (JO n°2-2013)

-Les EPE « ne sont pas soumises au dispositif de passation des marchés prévu par ce décret, mais demeurent tenues **d'élaborer et de faire adopter, par leurs organes sociaux, des procédures de passation de marchés**, selon leurs spécificités, fondées sur les principes de liberté d'accès à la commande, d'égalité de traitement des candidats et de transparence».

Les EPE vont donc fixer leurs propres règles en matière de passation de marchés publics.

Les ambitions du groupe GICA

L'Algérie accuse un déficit en ciment supérieur à 2,5 millions de tonnes/an à l'origine de la flambée des prix sur le marché. **GICA** ambitionne de produire 20 millions de tonnes à l'horizon 2016 et 29 millions de tonnes d'ici à 2018. Il prévoit des extensions de capacités au niveau des cimenteries existantes, opérationnelles en 2016. De nouvelles cimenteries seront réalisées dès 2017.

La production nationale actuelle de ciment est de plus de 18 millions de tonnes/an dont 11,5 sont assurés par les 12 cimenteries publiques.

Tonic Emballages axe sa stratégie sur le recyclage de papier en vue de réduire les importations



Tonic industrie, repris en 2011 par l'Etat, vise à se repositionner sur le marché national, à doubler son chiffre d'affaires en 2013 et à décrocher des parts de marchés à l'international. La stratégie d'investissement du groupe repose sur l'exploitation des gisements de papier recyclé, une activité qui représente, faut-il le rappeler, 50% des papiers produits dans le monde. La demande nationale en papier est estimée à 500.000 tonnes par an et seuls *Tonic industrie* et le groupe industriel du papier et de la cellulose (GIPEC) assurent 5% de la production alors que 1% est assurée par le secteur privé. L'objectif de *Tonic industrie* est de réduire la facture d'importation de papier et de dégager des excédents à l'exportation représentant 5% de son CA en 2013 contre 1% en 2012.

SOMMAIRE

Actualités	1
Les EPE ne sont plus régies par le code des marchés publics	
Les ambitions du groupe GICA	
Tonic Emballages axe sa stratégie sur le recyclage de papier en vue de réduire les importations	
Bientôt un Conseil national de facilitation et d'appui aux entreprises industrielles	
Partenariat industriel	2
ANTICANCÉREUX Accord entre SAIDAL et North African Holding	
Création de la société « Renault Algérie Production »	
PARTENARIAT ALGERO-ESPAGNOL Trois accords dans la mécanique, le cuir et le papier	
Un Forum d'affaires algéro-espagnol en mars à Alger	
Focus sur la production nationale	3
SAIDAL La satisfaction des besoins nationaux au cœur de la stratégie de développement	
Politique industrielle	4
L'industrie, un axe stratégique du Plan d'action	
Les Chiffres du secteur industriel public	4

Bientôt un Conseil national de facilitation et d'appui aux entreprises industrielles

Le ministre de l'industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement a réitéré à Oran lors de la rencontre régionale sur la production industrielle, son soutien à la mise en place d'un Conseil de facilitation impliquant l'ANDI, les pépinières d'entreprises, les agences de régulation foncières et l'administration locale.

Partenariat industriel

ANTICANCÉREUX Accord entre SAIDAL et North African Holding

SAIDAL vient de signer un accord de partenariat avec la société koweïtienne North African Holding Manufacturing - FNI (SNM) -filiale du Groupe KIPCO- pour la création d'une société mixte spécialisée dans la fabrication de médicaments anticancéreux à la Nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger).

Dix sept types de médicaments anticancéreux seront produits à la faveur de ce projet dont le coût estimé à 25 millions d'euros, sera détenu à hauteur de 49% pour chaque partie alors que le reste (2%) sera détenu par le Fonds national de l'investissement.

Opérationnel au plus tard dans 24 mois, ce projet "insufflera une nouvelle dynamique" à l'industrie pharmaceutique nationale, notamment pour les médicaments anticancéreux qui restent "totalement dépendants" de l'importation, a indiqué à cette occasion le P-DG de SAIDAL.

«Il nous faut une thérapie de choc et une médecine d'urgence pour redonner à notre industrie une durabilité tout en relançant les filières stratégiques, les filières historiques tel que le textile qui ont totalement disparu».

M. Rahmani, Ministre de l'industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement

Discours à la rencontre régionale sur la production industrielle qui s'est tenue le 27 janvier 2013 à Oran

Création de la société « Renault Algérie Production »

La société "Renault Algérie Production" détenue par la SNVI (34%), le FNI (17%) et Renault (49%) a été créée jeudi à Rouïba (Alger). Elle fabriquera des voitures Renault à Oued Tlélât (Oran).

PARTENARIAT ALGERO-ESPAGNOL Trois accords dans la mécanique, le cuir et le papier

Trois accords dans ces filières ont été signés dans le cadre de la visite en Algérie du président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, **dans les domaines de la mécanique, du cuir et du papier**, par les Sociétés de gestion des participations (SGP) de l'équipement industriel et agricole (Equipag), des industries manufacturières (IM) et de la chimie pharmaceutique (Gephac), d'une part, et des opérateurs espagnols, d'autre part, avec comme objectif le transfert de savoir faire.

Dans le domaine de la mécanique, la SGP-EQUIPAG a conclu un accord avec la firme Europactor pour la fabrication de **compacteurs** de capacités de 5 à 25 tonnes. Une société mixte sera créée entre l'ENTP et Europactor pour la fabrication de ces engins de travaux routiers au niveau de l'usine de Aïn Smara à Constantine pour un volume annuel de 200 à 300 appareils. La finalisation du pacte des actionnaires et du "business plan" pour la création de cette entreprise est prévue en mars à l'occasion du prochain Forum d'affaires algéro-espagnol. Ce partenariat industriel permettra le développement d'un réseau national de sous-traitance favorisant la création de nouveaux postes d'emplois et le transfert du savoir faire.

Dans l'industrie du cuir, un accord a été signé par le groupe Leather Industry, relevant de la SGP-IM, et la société espagnole CELMA, leader espagnol de l'industrie du cuir. Ce partenariat porte sur la réouverture de l'usine de chaussures de Chéraga. Ainsi, CELMA prendra une participation initiale à hauteur de 25% dans le capital social de la joint-venture, participation qui sera portée à 49% dans une prochaine étape. A l'horizon 2014, cette usine produira **55.000 paires de chaussures** par an, **un million** à partir de 2015 et **deux millions** à moyen terme. En outre, 460 nouveaux postes d'emplois seront créés au niveau de cette usine. Il est aussi prévu de créer un **centre technique d'appui aux entreprises du cuir** installé à Chéraga et employant 150 salariés. Il formera dans les différents métiers de cette filière et aura pour tâches d'assurer l'encadrement et l'assistance technique dans les activités de production, notamment la maîtrise du process de fabrication ainsi que la maîtrise quantitative et qualitative de la production des cuirs par les tanneries relevant de Leather Industry. Le Centre technique, doté d'un capital social de 500 millions de DA, sera détenu à hauteur de 35% par le partenaire espagnol. Les deux parties ont, en outre, convenu d'étudier la possibilité de s'associer dans d'autres usines du cuir, notamment celles actuellement fermées, à l'instar de l'unité de Frenda (Tiaret).

Dans l'industrie papetière, un accord conclu entre la SGP-GEGHAC et SAICA Papers, porte sur la **récupération de papiers** à travers un partenariat entre **Tonic industrie et GIPEC** du côté algérien et le partenaire espagnol, leader mondial dans l'activité de récupération. Cette joint-venture permettra d'optimiser l'activité de récupération de vieux papiers en portant sa capacité à 300.000 tonnes par an dans trois ans sur un gisement de 450.000 tonnes et surtout de réduire la facture d'importation du papier.

Un Forum d'affaires algéro-espagnol en mars à Alger

L'Algérie et l'Espagne sont convenues d'organiser, durant le 1er trimestre 2013 à Alger, un Forum d'affaires pour les entrepreneurs et investisseurs des deux pays, qui sera co-présidé par les ministres chargés de l'Industrie des deux pays. Il s'agit d'impulser la coopération économique algéro-espagnole et donner l'opportunité aux chefs d'entreprises des deux pays de se rencontrer et de nouer des partenariats "gagnant-gagnant". Alger et Madrid se sont félicitées également de l'initiative prise par les opérateurs économiques des deux pays visant à mettre en place un cercle d'affaires".

Focus sur la production nationale

SAIDAL La satisfaction des besoins nationaux au cœur de la stratégie de développement

Créée en avril 1982 à la suite de la restructuration de la Pharmacie centrale algérienne (PCA), l'entreprise SAIDAL a bénéficié des usines d'El Harrach, de Dar El Beida, de Gué-de-Constantine et du Complexe « Antibiotiques » de Médéa. En 1989, SAIDAL devient une EPE SPA au capital de **2.500.000.000 DA** (détenue à 80% détenus par l'Etat et à 20% en Bourse). Au 31.12.2012, son effectif était de 4.100 salariés.

Le groupe SAIDAL développe et fabrique, **une gamme**

de 180 produits qui couvrent 20 classes thérapeutiques comme la cardiologie, la diabétologie, l'infectiologie et la dermatologie sous 18 formes galéniques (sèches, pâteuses, liquides et injectables). Il a axé sa stratégie sur l'amélioration de la couverture du marché national et sur un positionnement durable sur ce marché avec des perspectives d'excédents à l'exportation. Le groupe occupe une position de leader dans la production locale de médicaments. Parmi ses objectifs stratégiques, on relèvera **(1)** la contribution à la réduction des importations de médicaments, **(2)** la promotion des biotechnologies, et **(3)** l'ouverture sur les marchés extérieurs.

L'objectif visé par l'Algérie est de produire localement 70% des besoins de la population en médicaments avec l'aide de laboratoires étrangers d'ici la fin 2015. Dans cette optique, un plan de développement ambitieux (2010-2014) a été lancé pour porter la part de marché du groupe SAIDAL de 7% en valeur à 25%, améliorer sa position sur le marché national et s'ouvrir à l'international. Au cours des dix dernières années, le marché du médicament a énormément progressé dans notre pays. Il est passé de **250 millions d'euros à plus de 1,5 milliard d'euros en 2011**. La production nationale représente plus de 35% de ce marché en valeur, 7% seulement revient à SAIDAL, les 28% restants représentent la production du secteur privé.

La priorité du groupe est l'élargissement de sa gamme de produits à d'autres formes médicamenteuses telles que les anticancéreux afin de consolider la position du groupe sur le marché national qui regroupe actuellement une soixantaine d'importateurs, une cinquantaine d'usines privées et des unités de production relevant du groupe SAIDAL.

L'Etat a pris d'importantes mesures pour asseoir une industrie pharmaceutique performante en mesure d'assurer la couverture des besoins croissants de la population par l'encouragement des investissements et la conclusion de partenariats industriels, basés sur le transfert de savoir-faire.

Au titre de **son plan de développement 2010-2014**, SAIDAL a obtenu en 2010, à des conditions avantageuses, un crédit d'un montant de 16,7 milliards de dinars. L'objectif assigné à ce plan est de doubler la production durant les cinq prochaines années et de contribuer à la réduction du volume des importations estimé à près de **3 milliards de dollars en 2012**. Cette démarche est inscrite dans le sillage de l'action du gouvernement qui ambitionne de réduire progressivement les importations, au profit de la production locale du médicament jusqu'à hauteur de 70%. **Le plan de développement prévoit la création de sept nouvelles usines** dont quatre seront spécialisées dans la production de génériques (Annaba, Constantine, Tipasa (Cherchell) et Alger (El Harrach)). Ce plan est également axé sur la modernisation des sites de production, la création d'un Centre de recherche-développement dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah et d'un laboratoire de bioéquivalence à Hussein Dey (Alger) afin de définir les caractéristiques de tous les produits fabriqués. D'autre part, il est prévu la réalisation d'une unité de **production d'anticancéreux** et d'une usine de **production d'insuline**. L'usine d'insuline de Constantine produit actuellement 1,3 million de flacons d'insuline humaine, et n'assure que 3% des besoins de la population.

Filiales et Participations

Filiales	Participations
Filiales détenues à 100%	WINTRHROP Pharma 30%
PHARMAL	PFIZER SAIDAL MAN 30%
ANTIBIOTICAL	TAPHCO 45%
BIOTIC	NOVER 4,4%
Autres	IBERAL 20%
SOMEDIAL (59%)	

Politique industrielle

L'industrie, un axe stratégique du Plan d'action

S'appuyant sur un programme quinquennal d'investissements publics à hauteur de 150 milliards de dollars, la **démarche de développement économique est orientée vers la diversification de l'économie nationale** intégrant dans cette vision des mesures incitatives ainsi que des mesures pour l'amélioration de l'environnement de l'activité au bénéfice des investisseurs. La croissance et la diversification économique qui en résulteront, devront contribuer à la **création d'emplois**, réduisant ainsi le poids du chômage qui affecte particulièrement les Jeunes. La **diversification de la production** en vue de réduire la dépendance envers les hydrocarbures constitue donc un enjeu de taille, et à cet effet, les pouvoirs publics ont déployé les moyens nécessaires en vue d'encourager les entreprises nationales publiques et privées à se mobiliser autour de ces objectifs.

Des **ressources financières importantes ont été mobilisées au profit des entreprises algériennes**. Le secteur public marchand qui a bénéficié également de ces ressources, est constitué d'EPE souffrant à la fois de problèmes structurels et de contraintes issus d'un environnement local et international défavorable. Les pouvoirs publics ont consenti des efforts financiers notamment axés sur le rééchelonnement de l'endettement, allégeant ainsi son poids sur les entreprises publiques. Ces dotations financières sont accompagnées de plans de développement propres à chaque EPE en vue de redynamiser leurs activités et de leur permettre d'opérer les réajustements nécessaires que ce soit en matière de process, d'organisation ou de reconversion.

Les Chiffres du secteur industriel public

Données du Secteur industriel public relevant du MIPMPEPI au 31.12.12

Valeur ajoutée U : Mds DA

Activités	Valeur ajoutée	Part %	Evolution 2012/2011
Matériaux de construction	37,8	31%	0,7%
Métallurgie-Construction métallique	21,3	18%	42,5%
Chimie-Pharmacie	17,9	15%	0,3%
Industries Agroalimentaires	17,0	14%	0,1%
Mécanique	13,0	11%	-1,5%
Textiles-Cuir-Bois	6,9	6%	11,4%
Electrique-Electronique	6,7	6%	12%
Total	120,6	100%	7%
Autres activités(*)	4,2		8,7%

* Activités des SGP régionales et de la SGP DIPREST

Indicateurs de l'année 2012

Valeur ajoutée : + 7%

Chiffre d'affaires : + 1,1% (282,6 Mds DA) [autres activités 12,1Mds DA]

EBE : + 4,6%

Effectif global : 91.867 agents dont 33% en CDD, soit +1,2% par rapport à 2011

Production valorisée : 307 661 milliards de DA soit +3,2% par rapport à 2011

Coordonnateur :

Email.z.moulay@mipmpepi.gov.dz

Tél fax : 021 23 95 90